

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 20 F (200 FB)
6 mois : 10 F (100 FB)
pli fermé : 34 F et 18 F
« programme communiste »
1 an : 24 F (200 FB)

13^e ANNEE - N° 202
LE NUMERO : 1 FF
10 FB - 1 FS - 3 Esc.
du 6 au 19 sept. 1975

L'« esprit d'Helsinki » est celui de l'hypocrisie pacifiste humanitaire et démocratique

En 1917, « le président des Etats-Unis, le grand prophète des lieux communs, est descendu de son Sinaï pour conquérir l'Europe, apportant avec lui ses quatorze articles. Les boursiers, les ministres, les gens d'affaires de la bourgeoisie ne se sont pas trompés une seule minute sur le véritable sens de la nouvelle révélation. En revanche, les « socialistes » européens, travaillés par le ferment de Kautsky, ont été saisis d'une extase religieuse, et se sont mis à danser, comme le roi David, en accompagnant l'arche sainte de Wilson ». (Manifeste du second Congrès de l'Internationale Communiste, 1920.)

Depuis lors, l'attitude de dénonciation implacable, ou, inversement, d'exaltation enthousiaste du pacifisme, de l'humanitarisme et de l'égalitarisme philistins que les vainqueurs de la première boucherie impérialiste ont jetée comme un voile pieux sur une paix de brigands (ou, pour dire comme Lénine, de « tigres amateurs de chair humaine ») est devenue un des fossés qui séparent, au sein du mouvement ouvrier, les révolutionnaires et les réformistes.

Paix, règlement pacifique des différends entre Etats, désarmement ? « Tout parti désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste, répliquaient les 21 conditions de Moscou a pour devoir de dénoncer autant que le social-patriotisme avoué, le social-pacifisme hypocrite et faux ; il s'agit de démontrer systématiquement aux travailleurs que, sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, nul tribunal arbitral international, nul débat sur la réduction des armements, nulle réorganisation « démocratique » de la Société des Nations ne peuvent préserver l'humanité des guerres impérialistes ».

Egalité des nations ? Les Thèses sur la question nationale et coloniale du 2^e Congrès répondaient : « La position abstraite et formelle de la question de l'égalité — l'égalité des nationalités y étant incluse — est propre à la démocratie bourgeoise sous la forme de l'égalité des personnes, en général [...] elle dissimule avec soins l'asservissement (propre à l'époque du capital financier, de l'impérialisme) par la puissance financière et colonisatrice de l'immense majorité des populations du globe à une minorité de riches pays capitalistes ».

Inviolabilité des frontières, intégrité territoriale des Etats ? « La guerre impérialiste de 1914-1918, continuaient les Thèses, a mis en évidence devant toutes les nations et toutes les classes opprimées du monde la duperie

des phraséologies démocratiques bourgeoises. Signés par les deux parties avec les slogans de libération des peuples et du droit des nations à l'autodétermination les traités de paix [qui l'ont suivie] ont révélé que la bourgeoisie détermine sans scrupule sur la base de ses intérêts économiques mêmes les frontières « nationales ». Pour la bourgeoisie, même les frontières « nationales » ne sont que des objets de commerce ».

L'« idéalisme démocratique » comme garantie, non seulement de coexistence pacifique, mais d'une collaboration fraternelle entre les peuples, du dépassement définitif du cynisme diplomatique propre à des temps et à des pays d'un obscurantisme barbare ? « L'Etat qui a le plus froidement calculé ses intérêts, ceux de la classe capitaliste, d'abord dans la neutralité puis dans la guerre, a été précisément la république américaine, démocratique et évoluée » : réponse déjà donnée en mars 1917 par la Gauche italienne, quand Woodrow Wilson avait annoncé au monde son évangile, et que la direction « intransigeante » du Parti Socialiste Italien avait laissé entrevoir qu'elle n'était pas loin de mordre à l'hameçon.

On peut mesurer la profondeur du gouffre dans lequel le stalinisme a précipité la classe ouvrière, et ce qui se proclame encore « mouvement communiste » : les puissants de la terre ont été rameutés à Helsinki pour signer un tout nouveau traité du savoir vivre entre Etats, qui, voulu et inspiré par les nouveaux « prophètes » de Moscou, descendus de leur Sinaï, reprend point par point l'idéologie de Tartuffes du règlement pacifique des différends internationaux, de l'égalité souveraine et de l'intégrité territoriale des Etats, du non retour à la menace ou à l'usage de la force, de la non intervention dans les affaires internes, de la coopération mutuelle, de la soumission loyale aux prescriptions du droit in-

ternational, en somme tout l'arsenal philanthropique, scientifique, éthique, écologique et, naturellement, libre-échangiste, derrière lequel les communistes, il y a soixante ans, n'avaient pas

DANS CE NUMERO :

- Lutte révolutionnaire, parti et militantisme communistes (1).
- Au Portugal, le MFA : du fer et les jeux du cirque.
- Argentine : un premier bilan.
- La CFDT et l'immigration : le voile est enfin tombé !

hésité une seconde à reconnaître le museau porcine de l'ennemi de classe, de ses intérêts d'oppression et d'exploitation, de sa cynique course aux affaires, de sa brutale volonté de puissance. De Wilson épaulé par les Kautsky et les Noske social-démocrates à Brejnev épaulé par Ford et Kissinger, c'est le même jeu, simplement inversé.

Mort à l'« esprit d'Helsinki » ! Les philistins de 1919-20 qui prospéraient à la traîne de l'union sacrée pouvaient encore avaler la thèse d'une « belle idée » naufragée sur les écueils de la Realpolitik, d'un Wilson prophète bafoué par des loups

(suite page 4)

Vive la guerre des classes !

La crise internationale continue à s'approfondir, et les conséquences deviennent catastrophiques pour la classe ouvrière : on parle officiellement de plus de 1.500.000 chômeurs en France pour les prochains mois ; la vague des licenciements collectifs et de réduction massive des horaires s'étend maintenant aux grandes entreprises (Rhône Poulenc, Boussac) ; le salaire réel continue de baisser, l'insécurité grandit partout. Et si la bourgeoisie ne sait rien quant à l'avenir de la situation économique, du moins une longue expérience lui dicte comment s'y prendre face aux réactions que cette situation peut provoquer.

« Le moment est mal choisi de gaspiller le temps en débats sur des problèmes d'éthique, rappelait le Figaro du 25/8 à propos des événements de Corse — où l'on voit bien encore une fois que le capitalisme ne peut vivre qu'en développant tous les antagonismes. Quand le désordre passe les limites du tolérable, quand la violence se manifeste partout, des choix sont à faire. QUE L'ON COMMENCE PAR RETABLIR L'ORDRE. ENSUITE, SEULEMENT, ON SE PENCHERA SUR LES MOTIVATIONS, [etc...]. »

En attendant d'en venir là, bien entendu, on jouera sur la gamme variée des moyens de mensonges : on parlera de « plan de relance » en faisant croire aux travailleurs qu'ils ont quelque chose à en attendre, on dialoguera avec les syndicats et les « catégories socio-professionnelles », on désignera des « experts », des « arbitres », etc...

De son côté, selon une mécanique désormais bien rodée, l'opportunisme ouvrier fait des « offres de négociations » avant que la situation « ne devienne dangeureuse, socialement et politiquement » ; et se lance fébrilement dans des « plans de bataille » (d'opinion, s'entend) : il est désormais établi que les luttes doivent converger et culminer dans deux « journées nationales d'actions » (une en septembre et une en octobre), évidemment prévues pour souligner et applaudir les discours des ténors parlementaires.

Que diable, il ne faut pas gêner la production, les exportations, les petites entreprises, bref la sacro-sainte économie nationale, par des grèves sérieuses !

Et surtout, il faut que la lutte reste dans les limites permises par les bonnes mœurs démocratiques, c'est-à-dire par l'ordre. Séguéy l'a rappelé dans une interview au Figaro du 28/8 : il n'aime pas le mot de « guerre sociale » ; il lui préfère celui de « lutte ». Il sait bien que si la lutte ouvrière se transformait en guerre ouverte, la bourgeoisie n'aurait plus besoin de ses services, et que les masses ouvrières ne s'imagineraient plus qu'elles ont besoin de lui et de ses congénères.

Et pourtant la lutte quotidienne elle-même n'est efficace que si elle est menée comme un épisode de la guerre des classes, et que, à l'instar de la bourgeoisie qui n'en fait pas mystère, elle utilise, sans « inutiles débats sur des problèmes d'éthique », les armes appropriées, les armes spécifiques de classe, les méthodes de la lutte directe à commencer par la grève sans préavis ni limitation préalable de durée, la solidarité et l'organisation de classe : en effet, tout d'abord, seule la force peut permettre de faire reculer une classe qui n'est sensible à aucun autre langage, et ensuite la lutte est toujours à recommencer si elle n'est pas conçue comme « l'école de guerre du communisme ».

Défense énergique des ouvriers, donc : lutte à outrance pour la défense du salaire, pour la réduction radicale du temps de travail, pour assurer le pain aux chômeurs et pour toutes les revendications ! Guerre au capitalisme et à l'opportunisme !

Vive la guerre des classes !

Au Portugal, le MFA :

Du fer et les jeux du cirque

La naissance parmi les militaires de carrière du mouvement qui est à l'origine du MFA répondait à la préoccupation centrale de préserver l'unité d'une armée fortement ébranlée par le choc de la guerre coloniale, par les effets pernicieux pour son moral de l'appel à de nombreux officiers « miliciens » perméables à l'agitation sociale, et par les désertions et insoumissions massives dans le contingent.

Il est facile de comprendre que cet objectif entraînait le respect de la hiérarchie militaire. C'est pourquoi les jeunes capitaines se donnaient pour chefs des officiers de l'état-major. Mais conserver l'unité de l'armée signifie aussi préserver les intérêts fondamentaux des classes dominantes (et en particulier les plus traditionnelles), dont la hiérarchie militaire est fille et servante, avec les inévitables remous que la situation sociale provoque dans ses rangs les plus bas ; il implique enfin que soit maintenu le statu quo des influences internationales dans un pays membre de l'OTAN et qui a eu besoin d'un sérieux coup de main des Etats-Unis pour mener la guerre coloniale.

Dans la situation de pourrissement avancé du salazarisme, où la bourgeoisie était confrontée aux

difficiles problèmes de la reconversion de l'empire colonial et de la réorientation de l'économie vers l'Europe, et face au risque de désordre que la poussée anti-coloniale et le tournant du capitalisme portugais pouvaient provoquer, il fallait un pouvoir fort. Qui d'autre pouvait l'assurer que l'armée, et surtout qu'une armée dont l'unité était garantie, en dépit de toutes les secousses de la société civile ? C'est là que réside la convergence objective, la connivence — avant de devenir alliance ouverte — entre les capitaines et la bourgeoisie portugaise et internationale, et c'est pourquoi le 25 avril n'a été qu'une simple « passation de pouvoir ».

Les choses étaient mûres pour l'élimination du salazarisme sans bouleverser le statu quo : les capitaines en avaient des indices certains dans l'affaire Spínola comme

dans la tentative manquée de putsch qui a précédé celui du 25. Ce qui a poussé les capitaines à prendre l'initiative, c'est l'attitude du contingent dans les colonies, où certains corps passaient directement des accords avec les mouvements de libération ; ce sont les luttes ouvrières, dont la courbe montante depuis 68-70 s'accélérait brusquement, et plus généralement la peur que le « peuple ne prenne les armes » (déclaration du capitaine Maia en mai 74), que le « pouvoir n'aille à la rue » (déclaration de Carvalho en avril 74) : voilà le second principe dialectiquement lié au premier qui va dicter l'attitude du MFA.

Il est clair que le statu quo, auquel toutes les forces nationales

(Suite page 2)

PUBLICAÇÕES EM PORTUGUÊS

- Teses características do partido : bases de adesão (3 F).
- Lições das contra-revoluções (3 F).
- Os fundamentos do comunismo revolucionário (5 F).
- Estes publicações estão à venda nas principais livrarias de Lisboa, Porto e Coimbra.
- Encomendas a « Le Prolétaire ».

OS LEITORES E SIMPATIZANTES DE LINGUA PORTUGUESA PODEM ESCREVER-NOS EM PORTUGUÊS PARA :

« Le Prolétaire », 20, rue Jean-Bouton, 75012 PARIS

Argentine : un premier bilan

Quelle union sacrée lourde de signification ! A la droite et au centre de l'échiquier parlementaire, une lune de miel avait réuni — et réunit toujours, avec les « disputes » qui accompagnent toujours les mariages réussis — l'officialisme et l'opposition, FREJULI et UCR autour de « l'institutionnalisation » et de la « libération nationale ». A gauche, le péronisme « combatif », terroriste et guerrillero, proclamait que « la révolution populaire, anti-impérialiste et anti-oligarchique » était en marche. Le PCA apportait son soutien au péronisme, à la démocratie, à la « bourgeoisie nationale » ; et aujourd'hui, il va jusqu'à demander « la formation d'un gouvernement de coalition entre civils et militaires » et ajoute que « des représentants des partis politiques, des forces armées, de la CGT et de la Confédération économique générale y participeraient » (L'Humanité, 2-7-75). Le PCR (maoïste) appelait à « radicaliser » la « lutte anti-impérialiste du péronisme » ; actuellement, lors du grand mouvement de grève contre le gouvernement, il appelle les travailleurs à de « formidables démonstrations d'unité de la classe ouvrière en appui à Isabel Peron ». Le PST (organisation sympathisante de la IV^e Internationale) proclamait sa défense de principe de la démocratie et demandait au péronisme la formation de « véritables gouvernements ouvriers » ; récemment, lors de la grève de Villa Constitu-

Il y a deux ans, lorsque le régime militaire céda la place à la démocratie présidée par le péronisme, l'unité fut presque unanime dans la défense d'un régime qui, pour les uns, représentait le retour du pays sur « la voie maîtresse » du parlementarisme, et pour les autres (souvent les mêmes) un pas en avant, nécessaire, de la lutte prolétarienne, et pour eux tous, une prétendue victoire, même si elle était partielle, de la lutte anti-impérialiste. On prétendait que l'armée et l'impérialisme étaient « vaincus » et qu'ils devaient se retirer pacifiquement devant l'éclosion impétueuse des forces populaires — qui, dans les dernières années, avaient été réprimées militairement et de manière impitoyable.

cion, il s'attaquait aux ouvriers qui s'affrontaient résolument au gouvernement et à la bureaucratie syndicale, en déclarant : « Nous pensons que les camarades du Comité de Lutte se trompent lorsqu'ils ferment les portes et cherchent des frictions [!] artificielles [!] avec la direction syndicale nationale, [...] lorsqu'ils l'attaquent délibérément en l'appelant « messieurs » ou « traîtres » [...]. Nous voulons un arrangement avec le gouvernement et le patronat. Nous sommes à la droite de la grève, nous voulons qu'elle finisse, et vite, pour retourner travailler normalement (Avanzada Socialista, n° 143) ».

A leur tour, patronat et syndicats signaient un « pacte social », préconisé par l'Etat et béni par la galerie, sur l'autel de la « reconstruction » qu'ils s'empressent de restaurer chaque fois que les prolétaires le remettent spontanément en cause.

La résultante de ce système de forces contribua à l'éclatement et au renforcement de l'Etat bourgeois, assis sur quatre piliers : forces de répression, gouvernement, parlementarisme et syndicats officiels.

Comme le dit un héraut de la bourgeoisie de vieille date, en expliquant la stratégie unitaire des classes dominantes : « Le gouvernement et l'opposition qui militent dans la légalité ont un ennemi commun qui... cherche l'effondrement des institutions qui les concernent. La force est dans l'unité : l'affaiblissement est dans la collision, dans la méconnaissance des droits et des devoirs réciproques (...). La lutte contre la subversion ne peut prospérer seulement par l'œuvre des militaires placés sur un front des opérations ou par le gouvernement du jour [!]. Ou bien la responsabilité est prise en charge par toutes les forces de la démocratie, ou bien on ouvre une brèche avec ses dangereuses conséquences [...]. [Cette responsabilité collective exige] le fonctionnement régulier des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, tous épaulés par le monopole de la force sous le contrôle de l'Etat, et les institutions doivent s'acheminer vers leur consolidation définitive garantie [par] l'Armée [...]. L'affaiblissement du parti officiel au-delà d'une limite raisonnable est un risque que, le cas échéant, toutes les forces qui

agissent dans la légalité doivent conjurer au plus vite [...] ». Et il ajoute : « Ces manifestations [d'indiscipline sociale] ne sont pas à la portée de la détermination volontariste de l'Etat et du contrôle des partis de l'opposition légaliste. Peut-être est-il bon de dramatiser excessivement la réalité des manifestations anarchisantes citées, pour que tout le monde comprenne combien futiles sont à moyen terme les facteurs de querelles internes au sein du péronisme ainsi que celles du parti officiel avec ses loyaux adversaires. Lorsqu'un avion qui va décoller montre des failles techniques, il revient au même d'occuper une place privilégiée ou toute autre. Le sens commun ne nous suggère rien d'autre que de nous mettre à la réparation » (La Nación, ed. aérienne, 19-5-75).

La grande force politique des classes dominantes argentines réside dans leur capacité à rassembler dans une stratégie unitaire tous les moyens de répression et de tromperie des masses. « Lorsqu'un bateau perd son timon, il est nécessaire quelquefois de faire fonctionner alternativement ses machines de gauche et de droite : il

se meut en zigzag, dilapide une grande quantité d'énergie, mais reste en mouvement », écrivait Trotsky en 1924, en faisant allusion aux pays frappés par la crise de l'après-guerre. La bourgeoisie a gaspillé une grande énergie en Argentine, mais elle a su employer avec un art consommé et ses forces armées, et sa démocratie et ses syndicats contre le prolétariat et les sursauts convulsifs de la petite bourgeoisie, de même que l'impérialisme a su miser sur l'organicité de son alliance avec la bourgeoisie « nationale » (*).

Ainsi s'est formée une « démocratie sociale » cuirassée dans une société capitaliste arriérée — mais bourgeoise tout court — où les conséquences chroniques de sa fragilité interne et de sa dépendance externe sont multipliées et aigu-

(suite page 4)

(*) L'impérialisme ne s'est pas trompé : à deux ans du retour du péronisme au gouvernement, qui aurait dû lancer « la libération nationale », la lutte contre les monopoles étrangers et la liquidation de la dépendance financière du pays — aux dires des slogans démagogiques de l'époque — la dette extérieure est passée de 6.441 millions de dollars à plus de 10.000 millions, tandis que le gouvernement affirme que « le pays tout entier doit se féliciter de [notre] coexistence fructueuse avec les intérêts multinationaux » (discours présidentiel, La Nación, ed. aérienne, 23-6-75).

(Suite de la page 1)

(opportuniste compris) et internationales ont souscrit, ne pouvait être maintenu que si aucun facteur « extérieur » ne venait le faire sauter : le développement de la lutte des classes exploitées, le mouvement d'indépendance dans les colonies, et le rapport des forces impérialistes, tous ces facteurs se conditionnant mutuellement.

Il faut dire que la politique du MFA a jusqu'ici réussi à empêcher que le mécontentement ouvrier et l'agitation revendicative ainsi que le refus de la guerre coloniale et même le défaitisme du contingent ne se transforment en une lutte ouverte contre l'Etat. Grâce au larbin du PCP qui s'est donné pour principe de respecter l' « unité peuple-forces armées » et qui a joué sur la perspective de la fin de la guerre coloniale pour appeler les ouvriers à l'austérité, à la discipline, stigmatisant les grèves comme des « provocations réactionnaires », les réactions de la classe ouvrière ont été pour l'essentiel contrôlées.

Dans toutes les péripéties et les crises de la vie politique portugaise depuis un an et demi, les forces réelles jouent en coulisse. L'habileté a consisté à braquer, grâce à la presse et à la propagande du MFA et à la complicité active de l'opportuniste, y compris « de gauche », les projecteurs sur la scène du théâtre où ces mêmes forces viennent réciter les discours préparés ailleurs et où les masses qui, dans la vie, sont appelées à « rester à la maison », sont conviées à former les chœurs pour chanter les louanges des héros du jour.

Otelo de Carvalho restera le symbole de cette révolution de comédie, lui qui dans la réalité n'a cessé de rechercher la cohésion du corps des officiers et de tremper le fer de l'armée en dehors de l'influence des masses, mais qui, sur la scène du théâtre, lance des appels déclamatoires à la révolution et à la participation de ces mêmes masses.

Que dans l'ivresse de la chute d'un régime honni, le public, au goût déformé par quarante ans de salazarisme et par la soif de démocratie, en vienne à transformer le moindre dramaturge d'occasion en Camoëns, c'est peut-être un phénomène en partie inévitable. Mais que les tenants de l'avant-gardisme, sans égard pour les canons de la saine critique, applaudissent à Shakespeare joué par la troupe des commandos d'Amadora et prennent pour de la composition dramatique le droit consenti au parterre de monter sur les planches, cela ne fait que démontrer leur inconsistance et la profondeur

Du fer et les jeux du cirque

de leur analphabétisme. Et pourtant, c'est ce que vient de faire l' « extrême gauche » portugaise, enfant chéri de l' « extrême gauche » internationale, en courant à la rescousse du MFA et du gouvernement Gonçalves (*).

Et pour quoi ? Pour la poudre aux yeux d'une « assemblée populaire nationale », s'appuyant sur des « commissions de travailleurs et de locataires ». Mais on feint de ne pas voir que si ces dernières ont pu par endroits canaliser au départ des réactions anti-opportunistes, elles ne sont pas parvenues à se porter sur le terrain de la lutte générale contre l'Etat, quand elles ne sont pas tombées dans le participationnisme. De plus, on passe sous silence ce qui pourrait éventuellement sortir de cette assemblée populaire, tout comme de la fantomatique assemblée constituante, devrait être, dans les conditions présentes, rigoureusement inclus dans le programme du MFA. Bref, on cache délibérément que, par le jeu du MFA et de l'opportuniste, ainsi que par l'incapacité de l' « extrême gauche », les fameuses commissions sont devenues une simple fioriture du chœur du théâtre de Lisbonne.

Quelle honte pour des partis se réclamant de la révolution prolétarienne et de l'internationalisme, que de soutenir un gouvernement et un mouvement qui sont non seulement liés à la hiérarchie militaire, c'est-à-dire le « dernier rempart » de la société qu'ils prétendent abattre, mais qui ont encore ouvertement démontré pendant plus d'un an leur caractère conservateur par leurs mesures anti-ouvrières et la poursuite de la guerre coloniale !

Quelle triste efficacité en contrepartie que celle des **jeux du cirque** du MFA et de l'opportuniste, appuyés sur le fer dont ils n'ont pas eu besoin de faire usage, si ce n'est dans quelques cas significatifs comme à Setúbal, mais qui est prêt à servir contre le prolétariat, s'il venait à quitter la scène du théâtre pour marcher sur celle de la vie, celle où peuvent grâce au parti se lier ses intérêts immédiats et historiques, locaux et internationaux !

Le mielleux Mario de 74 (avant de devenir le fielleux Soares d'aujourd'hui) et son jeu de scène aux colonies ont réussi à préserver au maximum les intérêts de toutes les forces intéressées à la conservation

de l'ordre en Guinée et au Cap Vert, comme au Mozambique, mais les manœuvres de cette politique en Angola ont créé, en présence d'une forte poussée populaire, une situation inextricable où personne ne s'y retrouve plus et où toutes les forces impérialistes sont poussées à jouer chacune leur propre carte.

C'est le développement de la situation en Angola qui a conduit à l'élimination de Spínola, mais le mot « élimination » est trop fort car le MFA l'a prié de rester. Spínola préférait avoir les mains libres, se mettre « en réserve » pour le cas où... C'est l'aggravation de cette situation, la fin de la perspective d'un Angola « multiracial » qui a poussé des secteurs entiers de la bourgeoisie portugaise à prendre ses distances vis-à-vis du MFA. Ces événements brutaux ont sans doute compté pour beaucoup dans la décision du MFA de se résoudre finalement à des nationalisations : on peut avancer l'hypothèse que c'était une des seules manières de préserver quelque chose de sérieux dans les colonies où les groupes financiers avaient leurs racines.

Dans la situation confuse de l'Angola, et le développement de la crise portugaise, l'Europe a commencé alors, après mars 75, son chantage économique, cependant que l'Amérique s'est mise à jouer de ses influences dans l'armée comme du chantage dans les Açores (dont la majeure partie des habitants vit aux Etats-Unis et au Canada) et en Angola, maintenant qu'il est clair que le MFA est incapable d'empêcher que, par MPLA interposé, ne soit remise en cause la délimitation des zones d'influence impérialistes en Afrique. Et cependant, le MFA et le gouvernement n'auront pas ménagé leurs efforts pour faire comprendre aux puissances d'Europe et aux Etats-Unis la « complexité du processus portugais », pour les persuader de leur bonne foi, eux qui rêvent bien d'un Portugal non aligné mais « dans le respect des accords passés », et de l'ordre établi.

Il est parfaitement clair que si le MFA et l'opportuniste ont dû prendre des mesures qui touchaient aux intérêts des classes dominantes (ou plutôt de certaines couches dominantes, évidemment surtout pas à ceux du capital) et à ceux des puissances « protectrices » du Portugal, c'est bien toujours à leur corps défendant. Si, parallèlement, ils ont pris toutes les dispositions

juridiques et politiques pour museler la classe ouvrière, la mettre au travail et lui faire accepter les sacrifices « imposés » par la crise internationale conjuguée à la reconversion et à la modernisation du capitalisme portugais, toutes les forces dévouées à ses ennemis acharnés n'ont pas été touchées : ni l'Eglise, ni la propriété foncière, en dépit là aussi des grotesques orchestres de la « dynamisation culturelle », ni, on s'en doute, l'institution militaire. La PIDE était trop honnie et un symbole trop significatif du salazarisme pour qu'on ne la réforme pas.

Aujourd'hui les appels à la « restauration de la discipline et de l'autorité », se font de plus en plus pressants dans l'armée. La bourgeoisie grande, moyenne et petite, en proie à la crise, ne se satisfait plus de la stérilisation du mouvement ouvrier : il faut que cesse l'agitation permanente. Et aux paysans déçus par les promesses des militaires, par l'absence de réforme agraire qui ne vient pas compenser la perte de l'empire, aux couches moyennes frappées par la crise, bref aux « forces de l'amour » rassemblées sous la houlette de l'Eglise, la bourgeoisie commence à montrer comme responsable « le projet révolutionnaire » d'une « partie du prolétariat de la région de Lisbonne et de l'Alentejo ». Et le « groupe des neuf » qui conteste les structures et la représentativité des organes du MFA, cherche à regrouper ses forces nationales en même temps qu'il fait appel à l'Europe, derrière la hiérarchie militaire.

Si les officiers du Copcon d'une part, l'Assemblée du MFA de l'autre, n'ont pu jusqu'ici s'accorder avec Melo Antonês, ce n'est pas tellement faute d'avoir essayé, mais plutôt parce que ce dernier maintient ses conditions. Et encore aujourd'hui tandis que le PCP voit comme condition à l'harmonie retrouvée, l'unité des forces armées, tout le monde discute avec tout le monde, le « communiste » Cunhal avec le « social-démocrate » Soares, le « révolutionnaire » Gonçalves avec le « réactionnaire » Gomes, le « radical » Carvalho avec le « modéré » Antonês. Dans ce contexte, le rapprochement entre le Copcon et le PC, comme le « front d'unité populaire » du PC et des gauchistes semblent être plutôt un nième effet de théâtre parlementaire, destiné à faire pression sur

le MFA et à obtenir un meilleur compromis avec Melo Antonês et son rallié Soares (il faut bien être le larbin de quelqu'un, social-démocratie oblige, et Allemagne recommande !), qu'une force qui puisse réellement s'opposer à la hiérarchie militaire, si la tendance au regroupement derrière elle, par l'étape transitoire « du groupe des neuf » se poursuivait.

Que vaudrait alors le rêve d'un « impérialisme populaire », commun à Cunhal, Gonçalves et Carvalho — et dont il faut bien dire que l' « extrême gauche » ne s'est jamais vraiment écartée, malgré la diversité de ses appréciations sur le rôle de l'armée, ce qui fournit la base objective de tous les pièges, et du dernier dans lequel elle est massivement tombée — devant le principe de l' « unité de l'armée » ? Que deviendrait ce rêve devant les rappels à l'ordre de Kissinger, que Moscou ne peut qu'admettre conformément à « l'esprit d'Helsinki » ?

En tout cas, que le MFA finisse par se débarrasser du larbin stalinien en le sacrifiant aux « forces de l'amour » et accepte la remise en ordre de l'armée, prélude à sa mise au rancart, au magasin des accessoires théâtraux, ou qu'une partie de ses forces s'oppose à la reprise en main en alliance avec l'opportuniste, les coups à venir seront dirigés contre la classe ouvrière du Portugal et les masses populaires d'Angola.

La classe ouvrière a été mise, par la responsabilité de l'opportuniste, dans les conditions les plus défavorables pour parer ces coups. Il serait illusoire de croire que la montée de l'extrême-gauche dans le train du « socialisme en uniforme » pourrait les détourner. Contrairement, ce ralliement peut-il tout juste permettre un passage plus doux à la droite, en paralysant complètement toute initiative ouvrière.

Si par malheur la farce portugaise devait devenir une nouvelle tragédie prolétarienne, il serait inutile de venir raconter que la faute en revient à la réaction, ou au MFA qui n'a pas su respecter ses engagements. L'opportuniste aurait une responsabilité écrasante, le stalinien comme celui de gauche.

Des événements dramatiques qui se nouent à Lisbonne, surgit l'exigence d'un parti de classe qui se place résolument sur un terrain anti-opportuniste anti-chauvin.

(*) Seuls les maoïstes ne sont pas entrés dans la barque du « front d'unité populaire », mais ce n'était que pour... sauter à pieds joints dans la galère de Soares et de Melo Antonês, sous prétexte de danger social-fasciste !

Lutte révolutionnaire, parti et militantisme communistes (1)

La Ligue des Communistes (1847)

Les deux textes que nous reproduisons ci-dessous montrent clairement que dès sa naissance — et en opposition en particulier au socialisme utopique — le mouvement communiste a établi les fonctions organisées de la lutte révolutionnaire du prolétariat, du Parti politique de classe et du militantisme communistes, ainsi que les principes qui doivent guider le Parti et dont le respect est obligatoire pour tous ses adhérents. Se proposant la constitution du prolétariat en classe, et ensuite en classe dominante par la conquête du pouvoir politique, qui est la condition préalable aux transformations sociales qui mèneront à la société sans classe, le Parti communiste centralisé intègre dans ses rangs ceux qui adhèrent à son programme et développent une action énergique subordonnée à ces objectifs, et qui s'efforcent donc collectivement de participer à la lutte prolétarienne pour la diriger sur la voie de la révolution.

Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, [les communistes] mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat et dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans son ensemble. Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui entraîne toutes les autres : théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien. Le but immédiat des communistes est [le suivant] : constitution des prolétaires en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat» (*Manifeste du Parti Communiste, 1847.*)

★

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Le Parti Bolchévik (1902-1903)

Dans les trois extraits suivants, Lénine éclaire le processus dialectique de la formation du Parti autour de l'organe politique qui doit remplir les fonctions indissociables de la défense de la doctrine (« pas de mouvement révolutionnaire sans théorie révolutionnaire », de propagande, d'agitation et d'organisateur collectif. Il réaffirme en outre le besoin primordial de la centralisation dans le Parti communiste, celui-ci devant être composé principalement de révolutionnaires professionnels — c'est-à-dire, exempts de tout amateurisme et dilettantisme, sachant que la lutte des classes et la révolution exigent un parti de militants disposés non seulement à des sacrifices, mais encore à se préparer systématiquement, professionnellement, à l'exercice des fonctions multiples réclamées par la lutte révolutionnaire.

« Le journal [du Parti] ne borne pas cependant son rôle à la diffusion des idées, à l'éducation politique et au recrutement d'alliés politiques. Il n'est pas seulement un propagandiste collectif et un agitateur collectif ; il est aussi un organisateur collectif. [...] Avec l'aide et à propos du journal se constituera d'elle-même une organisation permanente, qui ne s'occupera pas seulement d'un travail local mais aussi général et régulier, habituant ses membres à suivre de près les événements politiques, à apprécier leur rôle et leur influence sur les diverses catégories de la population, à trouver pour le parti révolutionnaire la meilleure façon d'agir sur ces événements. [...] Ce réseau d'agents sera justement

Article 1. — Le but de la Ligue est le renversement de la bourgeoisie, la domination du prolétariat, l'abolition de la vieille société bourgeoise, fondée sur les antagonismes de classe, et l'instauration d'une société nouvelle, sans classes et sans propriété privée.

Article 2. — Les conditions d'adhésion sont :

- un mode de vie et une activité conformes à ce but ;
- une énergie révolutionnaire et un zèle propagandiste ;
- faire profession de communiste ;
- s'abstenir de participer à toute société politique ou nationale anti-communiste, et informer le Comité Supérieur de l'inscription à une société quelconque ;
- se soumettre aux décisions de la Ligue ;
- garder le silence sur l'existence de toute affaire de la Ligue ;
- être admis à l'unanimité dans une commune.

Quiconque ne répond plus à ces conditions est exclu.

(Statuts de la Ligue des Communistes, 1847.)

organisation doit être solide (sinon il sera plus facile aux démagogues d'entraîner les couches incultes de la masse) ; 3° qu'une telle organisation doit se composer principalement d'hommes ayant pour profession l'activité révolutionnaire ; 4° que, dans un pays autocratique, plus nous restreindrons l'effectif de cette organisation au point de n'y accepter que des révolutionnaires de profession ayant fait l'apprentissage dans l'art d'affronter la police politique, plus il sera difficile de « repérer » une telle organisation, et 5° d'autant plus nombreux seront les ouvriers et les éléments des autres classes sociales qui pourront participer au mouvement et militer d'une façon active» (Lénine, *Que faire ?*, 1902).

★

« Nous sommes arrivés ici à un principe extrêmement important de toute l'organisation et toute l'activité du parti : si, en ce qui concerne la direction idéologique et pratique du mouvement et de la lutte révolutionnaire du prolétariat, il faut la plus grande centralisation possible, en ce qui concerne l'information du centre du parti (et par suite de tout le parti) sur le mouvement et la responsabilité devant le parti, il faut la plus grande décentralisation possible. Le mouvement doit être dirigé par le plus petit nombre possible de groupes les plus homogènes possible, riches de l'expérience de révolutionnaires professionnels. Au mouvement doit participer le plus grand nombre possible de groupes les plus divers et les plus hétérogènes possible venus des couches les plus différentes du prolétariat (et des autres classes du peuple). Et en ce qui concerne chacun de ces groupes, le centre du parti doit toujours disposer non seulement des données exactes sur leur activité, mais aussi des données aussi complètes que possible sur leur composition. Nous devons centraliser la direction du mouvement. Nous devons aussi (et nous devons pour cela, car sans information la centralisation est impossible) décentraliser au maximum la responsabilité devant le parti de chacun de ses membres, de chacun de ceux qui participent au travail, de chaque cercle membre du parti ou apparenté au parti. Cette décentralisation est la condition indispensable de la centralisation révolutionnaire et son correctif nécessaire. C'est justement lorsque cette centralisation sera achevée que la possibilité pour les plus petits groupes de s'adresser [au centre] — et non seulement la possibilité, mais l'habitude, acquise par une pratique de longues années, de s'adresser régulièrement au [centre] — éliminera les résultats fâcheux que peut avoir la présence au sein de tel ou tel comité local d'éléments peu satisfaisants. [...] nous devons nous graver dans l'esprit que [le] centre sera impuissant si nous ne réalisons pas en même temps une décentralisation maxima dans la responsabilité à l'égard de ce centre et dans son information sur toutes les roues et tous les rouages de la machine du parti. Cette décentralisation n'est rien d'autre que l'autre aspect de cette division du travail qui, de l'aveu général, constitue l'un des besoins pratiques les plus urgents de notre mouvement. Aucune attribution officielle du rôle dirigeant à une organisation, aucune création de Comités centraux formels ne rendra notre mouvement réellement uni ni ne créera un parti solide et combatif, si le centre du parti reste comme par le passé du type ancien, où, premièrement, entre une masse de gens dont chacun dirige toutes sortes d'affaires sans se consacrer à des fonctions bien distinctes du travail révolutionnaire, sans être responsable d'entreprises particulières, sans se donner la peine d'étudier soigneusement, de préparer minutieusement et de mener jusqu'au bout ce qu'ils entreprennent et dépendent une masse de temps et de forces en vaines agitations, et qui, deuxièmement, sont flanqués d'une

masse de cercles d'étudiants et d'ouvriers, pour la moitié complètement inconnus du comité, et pour l'autre moitié aussi encombrants, aussi peu spécialisés, n'élaborant pas plus d'expérience professionnelle, n'utilisant pas plus l'expérience des autres et exactement aussi occupés que le comité à d'interminables réunions « à propos de tout » (...).

« La réduction du nombre des membres du comité, l'affectation à chacun d'eux, dans la mesure du possible, d'une fonction déterminée dont il sera comptable et responsable, la création d'un centre spécial très peu nombreux et dirigeant tout, la mise sur pied d'un réseau d'agents d'exécution liant le comité

à chaque grande usine ou fabrique, s'occupant régulièrement de la diffusion des publications et donnant au centre un tableau exact de cette diffusion et de tout le mécanisme du travail, enfin la création de nombreux groupes et cercles assumant différentes fonctions ou unissant des gens proches de la social-démocratie, qui aident celle-ci et se préparent à devenir des social-démocrates, l'activité (et la composition) de ces cercles devant toujours être connue du comité et du centre, voilà en quoi doit consister la réorganisation du comité de Saint-Petersbourg, et d'ailleurs de tous les autres comités du parti» (Lénine, *Lettre à un camarade sur nos tâches d'organisation*, 1902).

La Gauche et le PC d'Italie (1920-1926)

En parfaite continuité avec Marx et Engels, Lénine et les premières années de l'Internationale Communiste, les thèses de la Gauche de la période 1920-1926 (voir Défense de la continuité du programme communiste, Ed. Pro. Com.) martèlent les principes permanents du Parti communiste énoncés plus haut, et réaffirment avec clarté et vigueur que la réalisation des conditions subjectives de la révolution, qui suppose l'existence d'un parti solide, efficace et homogène, ayant gagné une influence déterminante sur les masses ouvrières, est inséparable de la défense intrinsèque de la théorie, de la centralisation et de la continuité organisationnelle et politique du parti, et de sa participation — au moyen de ses groupes communistes — aux luttes sociales, tendant ainsi à atteindre la discipline unitaire de la classe. Les camarades pourront utilement compléter la lecture des deux extraits suivants par celle des points 8 et 13 des thèses de Rome déjà republiés dans le Proletaire n° 186.

« Le but de l'action du Parti communiste est le renversement violent de la domination bourgeoise, la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, l'organisation de celui-ci en classe dominante (...).

« L'œuvre révolutionnaire des communistes se fonde sur l'organisation en parti des prolétaires qui, à la conscience des principes communistes, joignent la décision de consacrer tous leurs efforts à la cause de la révolution» (Thèses de la Fraction Communiste Abstentionniste du Parti Socialiste Italien, 1920).

★

« L'activité du parti ne peut ni ne doit se limiter à maintenir la pureté des principes théoriques et de l'organisation, non plus qu'à obtenir à tout prix des succès immédiats ou une grande popularité. Toujours et dans toutes les situations, elle doit se développer simultanément dans ces trois directions :

a) Défendre et préciser en fonction des faits nouveaux qui se produisent les postulats fondamentaux du programme, c'est-à-dire la conscience théorique du mouvement de la classe ouvrière ;

b) Assurer la continuité de l'organisation du parti et son efficacité, et la protéger des influences extérieures contraires à l'intérêt révolutionnaire du prolétariat ;

c) Participer activement à toutes les luttes de la classe ouvrière, même suscitées par des intérêts partiels et limités, pour encourager leur développement, mais en les reliant constamment aux buts finaux révolutionnaires, en présentant les conquêtes de la lutte de classe comme des voies d'accès aux luttes futures indispensables, en dénonçant le danger de se replier sur des réalisations partielles comme si elles étaient des fins en elles-mêmes, et de leur sacrifier ces conditions de l'activité et de la combativité de classe du prolétariat que sont l'autonomie et l'indépendance de son idéologie et de ses organisations, au premier rang desquelles se trouve le parti.

« Le but suprême de cette activité complexe est de réaliser les conditions subjectives de la préparation du prolétariat : il s'agit de le mettre en mesure de profiter des possibilités révolutionnaires objectives que fournira l'histoire, dès qu'elles apparaîtront, de manière à vaincre au lieu d'être vaincu» (Projet de thèses présenté par la Gauche au III^e Congrès du PC d'Italie, 1926).

★

« La conquête d'une influence

toujours plus grande sur les masses est une des tâches fondamentales des partis communistes. Ils doivent pour cela recourir à tous les moyens tactiques que la situation objective rend opportuns et qui permettront d'assurer dans les couches du prolétariat une extension toujours plus grande de l'influence idéologique et des diverses formes d'encadrement qui s'appuient sur le parti.

La conquête des masses ne peut se réaliser par la seule propagande de l'idéologie du parti et par le seul prosélytisme, mais par la participation à toutes les actions auxquelles les prolétaires sont poussés par leur condition économique. Il faut faire comprendre aux travailleurs que ces actions ne peuvent pas, par elles-mêmes, assurer le triomphe de leurs intérêts ; elles peuvent seulement donner une expérience, un résultat dans le domaine de l'organisation et une volonté de lutte à encadrer dans la lutte révolutionnaire générale. On parvient à de tels résultats, non pas en niant ces actions mais en les stimulant, en incitant les travailleurs à les entreprendre et en leur présentant les revendications immédiates qui permettent de réaliser une union toujours plus large de travailleurs participant à la lutte.

« (...) A travers les actions pour des revendications partielles [économiques, ou d'ordre social et politique], le parti communiste établit un contact avec la masse qui lui permet de faire de nouveaux prosélytes : en complétant par sa propagande les leçons de l'expérience, le parti s'attire la sympathie et la popularité et fait naître autour de lui tout un réseau organisationnel plus vaste, relié d'une part aux couches les plus profondes des masses et d'autre part au centre dirigeant du parti lui-même. Cela s'obtient par le noyautage systématique des syndicats, des coopératives, et de toutes les formes d'organisations ayant pour but la défense des intérêts de la classe ouvrière. Des réseaux d'organisation analogues doivent naître dès que possible dans tous les domaines de l'activité du parti : lutte armée et action militaire, éducation et culture, travail parmi les jeunes et parmi les femmes, pénétration dans l'armée, et ainsi de suite. L'objectif de ce travail est d'obtenir que le parti communiste exerce une influence non seulement idéologique mais aussi organisationnelle sur la plus grande partie de la classe ouvrière» (La tactique de l'Internationale Communiste. Projet de thèses présenté par le PC d'Italie au IV^e Congrès Mondial, 1922).

(à suivre)

PRESSE INTERNATIONALE

Voici le sommaire du N° 16 (28 août) de

il programma comunista

- Lo « spirito di Helsinki » è quello dell'ipocrisia pacifista, umanitaria e democratica
- Piani di emergenza e classe operaia
- Crisi, sindacati e lotta di classe
- La lotta di classe in soffitta
- Rassegna degli eventi portoghesi
- Corso dell'imperialismo e crisi (I)
- Amadeo Bordiga militante rivoluzionario, non pensatore solitario
- Sviluppo della crisi economica mondiale
- Osservatorio italiano

la carcasse de l'organisation qui nous est nécessaire : suffisamment large et diverse pour réaliser une division du travail stricte et détaillée ; suffisamment ferme pour pouvoir en toutes circonstances, quels que soient les « tournants » et les surprises, poursuivre sans défaillance sa besogne propre [...]. Pour arriver à ce degré de préparation au combat, il faut l'activité permanente d'une armée régulière. Et si nous groupons nos forces dans un journal commun, nous verrons se former à l'œuvre et sortir du rang non seulement les plus habiles propagandistes, mais encore les organisateurs les plus avisés, les chefs politiques les plus capables du Parti, qui sauront à point nommé lancer le mot d'ordre de la lutte finale et en assumer la direction. (...) Il n'est point de parti politique qui puisse, sans tomber dans l'esprit d'aventure, régler sa conduite sur des explosions et des complications hypothétiques. Nous devons poursuivre notre chemin, accomplir sans désespérer notre labeur systématique, et moins nous compterons sur l'inattendu, plus nous aurons de chance de n'être jamais pris de court par les « tournants historiques »» (Lénine, *Par où commencer ?*, 1901).

★

« Or, j'affirme : 1° qu'il ne saurait y avoir de mouvement révolutionnaire solide sans une organisation de dirigeants stable et qui assure la continuité du travail ; 2° que plus nombreuse est la masse entraînée spontanément dans la lutte, formant la base du mouvement et y participant, et plus impérieuse est la nécessité d'avoir une telle organisation, plus cette

L'« esprit d'Helsinki »

(suite de la page 1)

cerviers comme Clemenceau et Lloyd George, puis durci par le petit « imprévu » de la révolution d'Octobre, et la menace mondiale du bolchévisme qu'elle faisait surgir; d'une paix conçue d'une certaine façon, mais que les causes extérieures avaient malheureusement fait tourner autrement. C'était un mensonge, mais qui pouvait encore passer alors pour une demi-vérité.

Les 14 points wilsoniens, dans leur édition revue et corrigée de 1975, ont pour base, une « paix » déjà conclue, des frontières déjà marchandées comme des articles de commerce entre les ex-alliés de la guerre, des « souverainetés » d'Etat créées avec l'« usage » aussi bien que la « menace » de la force, des « ingérences dans les affaires d'autrui mille fois pratiquées selon le droit sacré des armes, des violations répétées de frontières « inviolables », de « contacts humains » rompus ou imposés à coups de bâtons. Ils sont encore plus cyniques que dans leur première forme, dans la mesure même où l'impérialisme s'est fait, en plus de cinquante ans, plus violent, plus féroce et plus... humanitaire.

Ils proclament la « collaboration internationale », mais répètent sur une assemblée d'Etats divisés en deux blocs armés jusqu'aux dents, et bien décidés à le rester.

Ils élèvent à la dignité de principes solennels le respect de devoirs internationaux qui n'existent même pas sur le papier, s'il est vrai, — et c'est le cas autant que nous puissions le savoir — qu'aucun traité formel de paix n'a été signé en conclusion de la guerre sainte « anti-fasciste »; l'encre n'a pas encore séché sur les parchemins qui les conservent que déjà l'un des signataires enjoint à l'autre de ne pas fourrer son nez, directement ou indirectement, dans sa propre « sphère d'influence ».

Ils parlent de confiance réciproque, mais au moment même d'apposer leur signature, les parties contractantes se demandent (en connaissant fort bien la réponse) si les paroles seront jamais suivies d'actes.

Les participants d'Helsinki « se donnent pour objectif de faciliter sur le plan individuel et collectif, aussi bien privé qu'officiel, un mouvement et des contacts plus libres entre personnes, institutions et organisations, et de contribuer à la solution de problèmes d'intérêt humain qui se présenteront à ce propos ».

Mais les seuls déplacements de bipèdes libéralisés en marge de la conférence ont été ceux de la Pologne à l'Allemagne occidentale, accordés en nombre limité en échange d'un prêt de 1 milliard et demi de marks; et de la Roumanie aux Etats-Unis, en échange de l'application de la clause de la nation la plus favorisée. Il faut de plus sans doute faire figurer au chapitre « échanges culturels » ou à celui de la « collaboration dans le domaine écologique » la promesse de Ford de fournir des armes à Tito pour éviter qu'il n'aille les demander à *Grechko*, cependant qu'aux engagements solennels de paix fait contrepoint la déclaration de Waldheim, le dieu tutélaire des Nations Unies remarquant qu'on « n'a jamais vu en temps de paix accumuler une telle quantité d'instruments de guerre », que « l'ONU est bien loin de jouer un rôle appréciable [...] en matière de désarmement », et que la somme totale consacrée par les pays capitalistes aux armements frise les 300 milliards de dollars par an.

Non ingérence? Mais que fait alors Washington, en Egypte et Israël? Egalité entre les nations? Mais y a-t-il égalité entre créancier et débiteur, entre la nation qui fournit les armes et celle qui les achète, entre celui qui « aide » le faible ou l'affaibli et celui qui doit demander des secours? Libre échange des marchandises? Mais le blé promis par les Etats-Unis à l'URSS ne risque-t-il pas de finir très « libéralement » au Japon, en vertu du droit sacré de priorité de l'allié d'aujourd'hui sur l'allié d'hier? Et le pétrole vendu par Moscou à Varsovie ou Budapest, est-il peut-être libre de s'aligner sur le prix courant ou ne doit-il pas refléter, dans son taux usuraire, la fraternelle sollicitude de la « mecque du socialisme »? Auto-détermination des peuples? Essayez un peu d'établir de qui dépend — pour donner un exemple — l'autodétermination de l'Angola: des armes fournies par la Russie au MPLA, de celles procurées par les Américains, ou des instructeurs fournis par la Chine au FNLA et à l'UNITA?

Divisés en deux blocs, et, à l'intérieur de chacun, déchirés par les antagonismes latents, ou trop manifestes, les participants de la fantomatique conférence d'Helsinki savaient bien qu'on les convoquait pour signer d'innocents, de risibles chiffons de papier, et qu'ils pourraient s'en retourner libres de toute contrainte, autre que « morale », c'est-à-dire... non contraignante. Mais ils savaient bien aussi que, tout à fait inopérants comme moyen de réglementation de rapports entre Etats, ces chiffons de papier avaient leur fonction propre et non des moindres: celle de jeter de la poudre aux yeux, d'injecter du sommeil dans la tête du seul et unique véritable ennemi potentiel, la classe ouvrière. Ils le savaient, et ils ont répondu à l'appel avec d'autant plus de zèle que tous, grands et petits, patrons et subordonnés impérialistes et vassaux de l'impérialisme, avaient devant les yeux le spectre effrayant de la crise, avec son cortège de chômage, de misère, d'insécurité et de dangereuse instabilité dans la multitude immense de ceux qui seuls travaillent, suent et se créent pour créer la richesse, et ont à peine droit à deux repas par jour. C'est à eux, pour s'assurer de leur sommeil et alléger leurs peines, qu'étaient en réalité adressés les discours du cynique congrès des commis voyageurs de l'ordre établi rassemblés en Finlande, non loin de ce qui fut un temps la place forte rouge de Pétrograd.

Il est vrai aussi, comme on l'a remarqué, qu'Helsinki n'est pas Vienne: que les « tigres » modernes ne dansaient pas, ne portaient ni les bas ni les perruques des plénipotentiaires de 1815. Mais entre les deux sommets, malgré toutes les différences d'étiquette existe une étroite analogie: ils étaient, ils sont le

rassemblement des forces de la Sainte Alliance contre-révolutionnaire — d'une contre-révolution en pleine réalisation alors, d'une contre-révolution accomplie déjà « en amont », préventive « en aval » aujourd'hui. A Helsinki, il ne s'agissait pas comme à Vienne, de tracer la nouvelle carte de l'Europe d'après-guerre: les super-brigands de Téhéran, Yalta et Potsdam s'étaient déjà chargés de la tracer sans la moindre consultation démocratique.

Il s'agissait, comme à Vienne, de proclamer *urbi et orbi* sur fond de messe pontificale, l'éternité de l'ordre établi, et pour aujourd'hui l'ordre démocratique, splendide superstructure du mode de production capitaliste, merveilleuse efflorescence de la société bourgeoise avec son auréole de principes sacrés — et avant tous les autres celui défendu par les théoriciens des « voies nationales » ou du « chacun pour soi et Dieu pour tous » et selon lequel le prolétariat de chaque pays devrait non seulement rester enfermé dans ses propres frontières, élevées au niveau de réalités inviolables, mais encore en être fier et jaloux!

Plus qu'une conférence pour la « sécurité » européenne, cela devait être et cela a été une conférence d'assurance mutuelle où l'on s'est juré, ici, sur ces bases intangibles, nous vivrons ou croulerons tous ensemble; gloire éternelle à la démocratie! gare à celui qui y touche!

Mort donc, encore une fois, à l'« esprit d'Helsinki », vive non pas l'« esprit », substance insaisissable, mais la réalité vivante et opérante de l'internationalisme révolutionnaire prolétarien!

La CFDT et l'immigration

Le voile est enfin tombé !

« Un véritable contrôle de l'immigration devrait [...] recouvrir une politique générale de l'immigration y compris dans sa prévision quantitative et qualitative ». Qui parle? La CGT? Non, c'est la CFDT (dans *Syndicalisme du 24-7-75*). Sous sa démarcation purement démagogique d'avec la CGT, particulièrement répugnante sur la question de l'immigration, elle reconnaît donc les mêmes principes que sa cousine pour se guider et se déclarer, tout comme elle, pour le contrôle de l'immigration portant sur la quantité et la qualité du bétail humain les plus propres à faire tourner dans les meilleures conditions l'appareil de production capitaliste.

Voilà comment les traîtres opportunistes qui dirigent les syndicats acceptent — et même entendent planifier — le chômage démultiplié par la crise capitaliste, à condition... qu'il touche en dernier les brebis nationales.

Les conséquences sont les suivantes :

— la division des prolétaires entre français et étrangers, occupés et sans emploi, organisés et inorganisés, et de surcroît entre les différentes catégories de prolétaires étrangers contraints par le capital à s'expatrier ;

— un abandon total des travailleurs immigrés que la CFDT ne prétend défendre en tant que prolétaires que lorsqu'ils servent à la production nationale (tout en isolant et en livrant à la répression par l'expulsion l'avant-garde combattive), mais qui n'ont plus qu'à aller crever chez eux en nous épargnant ce spectacle, lorsqu'ils sont devenus inutiles à la production ;

— un appel au renforcement de l'Etat bourgeois, corollaire de tout « contrôle » — les courants politiques qui agissent au sein des syndicats se proposent d'ailleurs de cogérer cet Etat.

Voici pourquoi l'opportunisme constitue un véritable obstacle à l'unification du prolétariat et à sa défense réelle.

Quant aux justifications doctrinales que donnent CGT et CFDT d'une telle position, ce sont celles du réformisme, l'illusion non seulement que l'on peut adapter strictement le nombre de prolétaires aux besoins évalués de la production, mais aussi que cela permettrait d'éviter le chômage, qu'une « bonne » gestion permettrait de supprimer les crises, l'anarchie capitaliste, et... bien sûr la lutte du prolétariat qu'ils font tout pour étouffer.

Au nom de la lutte contre la « clandestinité » des immigrés, la CFDT aboutit à renforcer la fermeture des frontières et à renforcer pour la circulation des prolétaires, nécessairement engendrée par le capitalisme et que rien ne peut empêcher, les conditions de la « clandestinité ».

Contre tous ces traîtres, nous luttons pour l'unité du prolétariat international sur le terrain de la lutte des classes, pour l'égalité de tous les droits politiques et syndicaux, contre tout contrôle et pour la libre circulation internationale des prolétaires.

Argentine : un premier bilan

(suite de la page 2)

sées par les effets de la crise mondiale.

Aujourd'hui se répète le phénomène historique d'un pays économiquement en retard où la bourgeoisie importe les armes les plus achevées qui ont fait leurs preuves à l'échelle internationale dans la défense de son régime économique-social. Hier, dans l'Espagne des années 30, devant un prolétariat vigoureux, elle essaya successivement la république bourgeoise « classique », qui s'est illustrée dans le massacre des prolétaires avec le soutien social-démocrate, puis le « front populaire », rempart de l'Etat et boucher du prolétariat de Barcelone, avant d'ouvrir la voie à la violence sans phrase du franquisme. Aujourd'hui, dans une insécurité économique et sociale croissante, elle expérimente *simultanément* en Argentine l'action gouvernementale des partis « ouvriers » bourgeois, la participation des syndicats à la détermination et à la défense de la politique de l'Etat, la violence déchainée des forces bourgeoises aussi bien légales que para-militaires, et le charme trompeur de la *démocratie blindée*. Dans ce sens, l'« expérience péroniste » révèle une tendance internationale. Egalement symptomatique est le fait que le prolétariat ait affronté sur son terrain de classe et qu'il ait dû se heurter au rôle ouvertement contre-révolutionnaire de l'opportunisme.

★

L'opposition à l'Etat n'est aujourd'hui menée que par le PRT et les *Montoneros*, ce qui donne une idée de l'extrême dénuement politique du prolétariat d'Argentine.

L'opposition du péronisme « de gauche », en tant que réaction petite-bourgeoise — et rien de plus —, à l'impérialisme, est aussi contingente qu'élective, comme le fut son opposition à l'Etat dans la période qui va du gouvernement militaire au péroniste. Il a suffi que la bourgeoisie orne ses rouages étatiques d'une variation démagogiquement « anti-impérialiste » pour que toute son intransigence se

transforme en subordination inconditionnelle à la défense de l'Etat.

Sa capitulation sans combat devant la liquidation systématique de ses cadres dans les postes d'Etat (qui prit la forme d'une simple procédure administrative), sa défense du gouvernement jusqu'à l'hiver 1974, son abdication devant la Loi sur les associations professionnelles qui renforce encore plus la bureaucratie syndicale, son opposition actuelle au « pacte social » — qui est loin d'être une opposition de principe puisqu'elle l'a cautionné avec le soutien au gouvernement Campora qui l'avait instauré —, sa campagne publicitaire autour de l'armée et du général Carcagno, le boucher du « Cordobazo », en tant que porte-drapeau de l'anti-impérialisme, sa recherche d'une bourgeoisie argentine avec laquelle pouvoir faire une « alliance révolutionnaire », tout cela démontre bien — s'il était besoin ! — que la guerre des péronismes, menée entre l'officiel et l'« extrémiste », ne résulte pas de principes révolutionnaires qui seraient propres à ce dernier, mais du besoin du premier d'empêcher toute mise en cause, même partielle, du contrôle rigide de l'Etat sur les syndicats, et de l'alliance actuelle entre les classes dominantes. Il suffirait de la moindre « ouverture » démagogique, ou poussivement réformiste, pour que toute cette opposition se transforme en soutien déclaré et inconditionnel de l'Etat « progressiste ».

Par contre, le PRT a su maintenir jusqu'aujourd'hui son intransigence envers l'Etat et le gouvernement. En tant que courant petit-bourgeois radicalisant, il appuie sa stratégie politique par la lutte armée de type « foquiste » et sur un « bloc historique » de classes et de partis en lutte pour le socialisme (dans lequel il voudrait inclure stalinien, « socialistes » en général, péronistes « de gauche », chrétiens « révolutionnaires », députés « progressistes » et jusqu'aux radicaux alfonsinistes et « intransigeants »; bref, le « peuple » en général et ses « avant-gardes » politiques). Son « foquisme » l'a empêché jusqu'à présent de capituler devant une des faces de la politique bourgeoise, mais

lui a interdit en retour d'intégrer sa violence guerilliste à une véritable défense ouvrière armée contre la répression blanche. A son tour, son interclassisme ouvre la voie aux paralysants « fronts populaires » qui se proposent soit la lutte « pour le socialisme et contre l'impérialisme » (FAS), soit la défense de la démocratie bourgeoise contre le gouvernement et l'alternative du coup d'Etat militaire, avec son « Front démocratique antifasciste et patriotique » proposé à tous les bourgeois et opportunistes « réellement démocratiques » — oripeaux répugnants d'une démocratie musclée.

C'est précisément parce que le capitalisme trouve dans ce pays un de ses maillons faibles, qu'il y introduit son arsenal le plus perfectionné de la défense bourgeoise — arsenal qui, avec son « contrat social », ses gouvernements « ouvriers », son intégration des syndicats dans les rouages de l'Etat, sa multiplication des « consultations populaires » entremêlées au déchainement de la violence blanche, est présenté par la bourgeoisie « évoluée » des centres impérialistes et par ses laquais opportunistes comme le *nec plus ultra* du « progrès social » dans les « sociétés avancées ». Le prolétariat mondial doit en tirer la confirmation renforcée des principes de la préparation révolutionnaire, qui suppose que l'on brise de façon draconienne les liens qui enchaînent les masses ouvrières à l'Etat et à la démocratie bourgeoise, de combattre sans répit le « marais » de l'opportunisme et de l'interclassisme, et de subordonner — à travers son action militante de défense de la doctrine, de l'organisation, et de participation à la défense des conditions de vie et de lutte des masses prolétariennes — toute son activité aux besoins suprêmes de l'insurrection et de la dictature.

directeur - gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e
distribué par les NMPP

PERMANENCES DU PARTI

● A Lille : le dimanche de 10 h à 12 h, 27, rue Adolphe.

● A Marseille : les samedis 13 et 27 septembre de 14 h 30 à 17 h 30, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

● A Paris : 20, rue Jean-Boutin (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 20 h à 22 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.

● A Strasbourg : de 14 h à 16 h les samedis 23 et 30 août, 7, rue des Coupples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

Lecteurs, sympathisants, prenez contact avec nos militants, venez aux permanences du parti !

LECTEURS
ET SYMPATHISANTS
DE SUISSE
Vous pouvez prendre contact avec nos militants en écrivant à :
B.P. 85
Montchoisy
LAUSANNE 19